

LA VIE AU PAYS

Au Canada, la guerre a tout changé.



L'ouvrière Cecilia Blask dans une usine de production de guerre en 1943.

LES USINES DE GUERRE

Dès le début de 1940, le gouvernement s'est rendu compte que le Canada pouvait produire des armes, des avions, des navires, des camions et des munitions non seulement pour son propre effort de guerre, mais aussi pour d'autres pays. Il a créé un ministère spécial chargé de gérer la fabrication, l'achat et l'acheminement des produits nécessaires.

La production de guerre canadienne a évolué rapidement – plus de la moitié s'est faite dans des usines qui n'existaient pas en 1939. Les deux tiers étaient destinés à la Grande-Bretagne, aux États-Unis et aux autres pays alliés. Même si notre pays comptait seulement 11 millions d'habitants, sa participation à l'effort de guerre a été la quatrième au monde. Il a aussi fourni des matières premières comme le nickel, le zinc et l'amiante. Les Alliés auraient eu plus de difficulté à gagner la guerre sans la contribution de l'industrie canadienne.



Bibliothèque et Archives Canada, Musée canadien de la guerre



Des hommes récoltent du foin dans un camp de service agricole.

FERMES EN PRODUCTION

Comme il était très important de produire assez de céréales, de légumes, de viande, de lait et d'autres aliments, le gouvernement canadien a créé la Commission des denrées agricoles, qui organisait la production des agriculteurs et sa transformation en nourriture pour soutenir l'effort de guerre. Les fils d'agriculteurs et les autres travailleurs agricoles n'avaient pas à servir dans l'armée. Les fermes sont aussi restées productives grâce au travail de soldats en service au Canada, de travailleurs qui se déplaçaient d'une ferme à l'autre et même de prisonniers de guerre.



LA VIE DES ENFANTS

Imagine comment tu aurais vécu pendant la Seconde Guerre mondiale. Ton père et peut-être ton grand frère seraient allés se battre outre-mer, et auraient été absents plusieurs années. Ta famille et toi, vous auriez été très inquiets en attendant des nouvelles. Tu aurais pu voir des inconnus en entraînement dans ta ville, tandis que la plupart des hommes que tu connaissais étaient partis. Tu aurais pu être un des 7 000 petits Britanniques envoyés ici pour qu'ils soient en sécurité. Et si tu venais d'une famille allemande, italienne ou japonaise, tu aurais pu te faire intimider, quelle qu'ait été ta loyauté envers le Canada.

Bibliothèque et Archives Canada, Musée canadien de la guerre

UNITED/UNIS

Le premier ministre Mackenzie King craignait une répétition de la division créée par la Première Guerre mondiale quand de nombreux Canadiens français avaient refusé de se battre pour la Grande-Bretagne, furieux d'y avoir été forcés par le programme de conscription. King a promis de ne pas avoir recours à la conscription, et beaucoup de Canadiens français se sont portés volontaires pour servir dans les forces armées, souvent dans des unités francophones. D'autres ont choisi de servir au Canada plutôt qu'à l'étranger. Mais quand la guerre s'est prolongée, le gouvernement a fini par briser sa promesse et imposer la conscription.

MÊME S'IL Y A EU TRÈS PEU D'ESPIONS ENNEMIS CAPTURÉS AU CANADA, LE GOUVERNEMENT AVAIT AVERTI LES GENS DE PRENDRE BIEN SOIN DE NE PAS RÉVÉLER D'INFORMATION PAR ACCIDENT.



Même si elles accomplissaient des tâches importantes, comme conduire des autobus ou souder de l'acier, les femmes comme ces ouvrières d'une usine d'Edmonton étaient payées beaucoup moins que les hommes pour le même travail.

LES FEMMES AU TRAVAIL

Partout au Canada, des femmes ont tricoté d'innombrables chaussettes, foulards, chapeaux et chandails pour tenir au chaud les soldats, les marins et le personnel aérien. Elles ont fait des colis de conserves à envoyer aux militaires et aux prisonniers de guerre canadiens. Les jeunes femmes célibataires devaient s'inscrire au Service sélectif national, une organisation gouvernementale qui les envoyait travailler où elles étaient le plus utiles : fermes, usines, transports, construction et plus. Le SSN a ensuite inclus les femmes mariées qui n'avaient pas d'enfants. Des milliers de femmes ont quitté la campagne pour aller travailler dans des villes comme Montréal, Toronto et Vancouver. Comme ces travailleuses devaient se loger, les autres femmes devaient leur louer des chambres, qu'elles le veuillent ou non. Des campagnes gouvernementales encourageaient aussi les épouses et les mères à garder tout le monde heureux, et surtout à ne pas déranger les hommes avec leurs problèmes domestiques.

MANGER POUR GAGNER

Comme le Canada devait produire de la nourriture tant pour les Canadiens restés ici que pour ses troupes et pour d'autres pays, le gouvernement a imposé des limites sur les provisions autorisées afin qu'il y en ait assez pour tous. C'est ce qu'on appelait le « rationnement ». Tout le monde recevait une carte avec des timbres à échanger contre des aliments dans un magasin. Le sucre a été rationné dès 1942, suivi bientôt du café, du thé, du beurre et de la viande. (La meilleure viande était envoyée outre-mer pour nourrir les soldats.) Les règles étaient strictes, et les pénalités étaient sévères. Les produits locaux comme les pommes et les homards étaient jugés patriotiques – des aliments pour les gens qui aimaient leur pays et voulaient aider à nourrir les alliés du Canada outre-mer. Et le gouvernement encourageait les jeunes hommes à rester en assez bonne santé pour servir leur pays, avec des slogans comme « Mangez bien, sentez-vous bien : le Canada a besoin que vous soyez forts! »



Ces habitants de Londres, en Angleterre, font la queue pour acheter des pommes de terre.



Bibliothèque et Archives Canada, Musée canadien de la guerre

L'ANCIEN COMBATTANT AUTOCHTONE CLARENCE SILVER A DÉJÀ DIT : « QUAND J'ÉTAIS EN SERVICE OUTRE-MER, J'ÉTAIS UN CANADIEN. QUAND JE SUIS RENTRÉ, JE N'ÉTAIS QU'UN INDIEN. » LA CONTRIBUTION DES PREMIÈRES NATIONS, DES INUITS ET DES MÉTIS PENDANT LA GUERRE A AIDÉ LE RESTE DU PAYS À COMPRENDRE QUE LE TRAITEMENT RÉSERVÉ AUX AUTOCHTONES DU CANADA DEVAIT CHANGER.



Une foule célèbre la fin de la guerre à Montréal.

LE RETOUR AU PAYS

Après la guerre, le Canada a adopté la Charte des anciens combattants – les soldats qui revenaient de la guerre pouvaient être choisis en premier pour les emplois au gouvernement. Beaucoup d'anciens combattants ont reçu des terres agricoles, de l'argent pour étudier ou un prêt pour lancer une entreprise. Mais pour des dizaines de milliers d'entre eux, le retour n'a pas été facile. Beaucoup avaient du mal à oublier leur terrible expérience, et d'autres devaient vivre avec un bras ou une jambe en moins, ou avec des brûlures graves. Ils n'étaient pas tous bien traités. Ceux qui avaient servi dans la marine marchande n'ont pas été considérés comme de véritables anciens combattants par le gouvernement avant l'an 2000. Et même si des gens de toutes les couleurs, religions et origines avaient travaillé et combattu côte à côte, les attitudes racistes sont réapparues quand ils sont rentrés au Canada. Plus de 4 000 Autochtones avaient servi pendant la guerre, mais ils ne pouvaient même pas voter dans leur pays. Très peu ont profité des avantages que leur accordait la Charte des anciens combattants.

Bibliothèque et Archives Canada, Musée canadien de la guerre



LES CANADIENS, LES SIMPLES CITOYENS COMME LES GROSSES ENTREPRISES, ONT ACHETÉ DES OBLIGATIONS DE LA VICTOIRE, DES OBLIGATIONS DE GUERRE ET DES CERTIFICATS D'ÉPARGNE DE GUERRE. LEUR ARGENT SERVAIT À SOUTENIR L'EFFORT DE GUERRE ET LEUR A ÉTÉ RENDU APRÈS LA FIN DU CONFLIT.

DES CHANGEMENTS DURABLES

Quand la Seconde Guerre mondiale s'est terminée, les Canadiens pouvaient être fiers de leurs contributions. Tant les gens ordinaires restés au pays que les troupes de combat outre-mer avaient joué un rôle essentiel dans la victoire contre les puissances de l'Axe. Leur pays avait pris sa place comme nation indépendante.

Les difficultés de la guerre ont fait comprendre aux Canadiens qu'ils devaient s'entraider. Le gouvernement a mis en place des programmes nationaux comme l'assurance-chômage, qui versait de l'argent à ceux qui ne pouvaient pas trouver d'emploi, et les allocations familiales (souvent appelées « primes bébés ») qui aidaient à couvrir les dépenses nécessaires pour élever des enfants.